

ANGOLA

L'ANGOLA, vaste pays côtier d'Afrique australe, est partagé entre la savane et le désert, à l'exception d'une étroite bande côtière et de vallées abritant des forêts touffues au nord et au nord-est du pays.

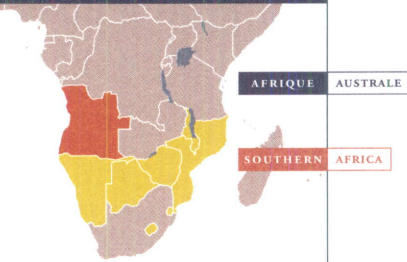
Indépendant en 1975, l'Angola est depuis confronté à une guerre civile qui, après la signature d'un premier accord de paix en mai 1991, a repris depuis janvier 1993, à la suite des élections parlementaires et présidentielles tenues en septembre 1992. Les négociations de paix ont repris à la fin de 1993. Le 20 novembre 1994, un Protocole de Paix a été signé à Lusaka et un cessez le feu a été instauré deux jours plus tard.

Le pays dispose d'importantes ressources halieutiques et minérales, dont le pétrole qui représente près de 99 % des exportations, les diamants, le fer et le manganèse. A l'exception de l'industrie pétrolière, l'économie et la vie sociale ont été gravement affectées par la guerre civile; les transports et le commerce ont été également gravement touchés.

La plus grande partie de l'aide européenne allouée au pays, au titre du budget de l'UE, avant son adhésion à la troisième Convention de Lomé en 1985 —soit 80 millions d'écus au total— a servi à financer des aides alimentaires des actions de réhabilitation et à appuyer l'industrie de la pêche. Dans le cadre de Lomé, l'essentiel des fonds prévus pour la coopération UE-Angola s'est aussi concentrée sur l'aide humanitaire, les aides alimentaires, et la réhabilitation. Le Programme Indicatif National de Lomé III (102 millions d'écus) visait à soutenir les efforts vers l'autosuffisance alimentaire, en relançant la production et en réhabilitant les infrastructures de base. Sur cette période, l'Angola a également reçu 87 millions d'écus provenant du budget européen, qui ont financé des opérations d'aide alimentaire, d'aide d'urgence et des programmes spécifiques en faveur des réfugiés et des personnes déplacées.

Sous Lomé IV, le Programme indicatif s'élève à 115 millions d'écus, dont près de la moitié est consacrée aux secteurs prioritaires suivants: environnement et ressources naturelles, agriculture, pêche, et soutien aux communications locales. L'autre moitié est destinée à des secteurs prioritaires d'intervention comme la santé, les transports et communications, et le développement des PME. L'Angola a également bénéficié d'autres financements importants sur les ressources budgétaires européennes au titre de l'aide alimentaire et d'actions de réhabilitation (plus de 50 millions d'écus en 1994). D'autres opérations d'aide humanitaire représentant un montant de 14 millions d'écus ont également été approuvées en 1994 sur ressources du FED. De 1991 à 1994, les paiements reçus au titre de l'accord pêche se sont élevés à 36 millions d'écus.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer, sur les ressources dont elle assure la gestion, au financement de projets dans les secteurs productifs (3.1 millions d'écus déjà engagés à ce stade au titre des capitaux à risques).



Indicateurs économiques

PNB par habitant	774 \$ (Est. 1993*)
Exportations pétrole brut diamants	3293 mio \$ (1993)
Service de la dette / exportations	5.4 % (1993)

Indicateurs sociaux

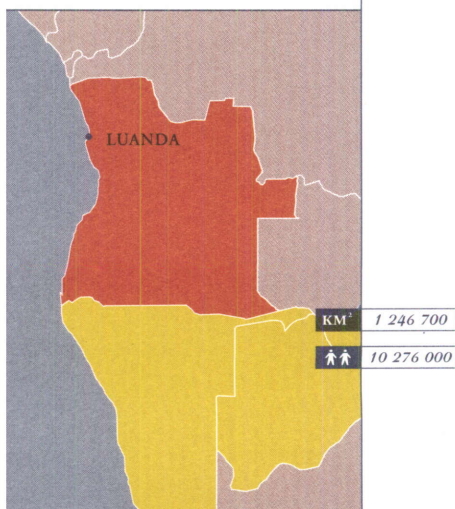
Taux de croissance de la population	3.72 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	99 % (1993)
Taux d'urbanisation	31 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	774 \$ (Est. 1993*)
Exports crude oil diamonds	3293 mio \$ (1993)
Debt service / exports	5.4 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	3.72 % (1990-1995)
Primary schooling rate	99 % (1993)
Urbanization rate	31 % (1993)



A SPACIOUS coastal country in Southern Africa, Angola is made of savannah and desert, except for a narrow coastal strip and densely forested valleys in the north and north-east.

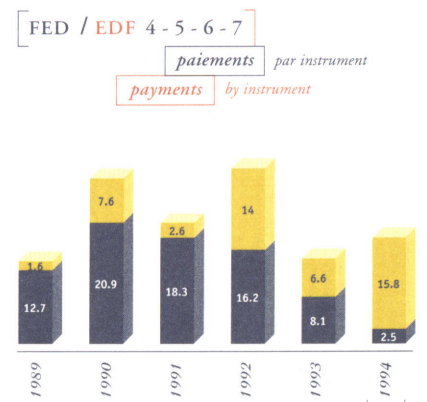
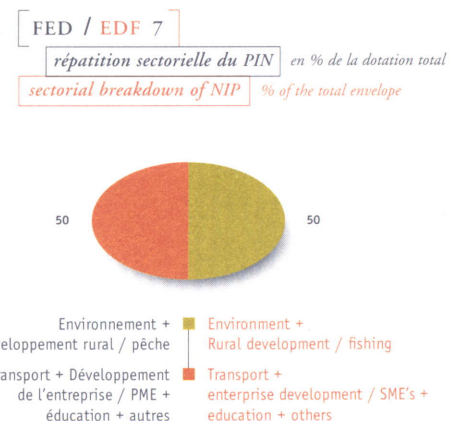
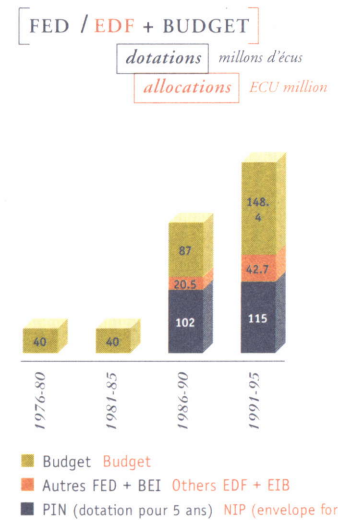
Independent in 1975, Angola has since then experienced a civil war which, after the signing of a first peace agreement in May 1991, resumed in January 1993 following the parliamentary and presidential elections held in September 1992. Since the end of 1993, peace negotiations have resumed. The 20th of November 1994, a Peace Protocol was signed in Lusaka and an official cease-fire came into force two days later.

The country possesses substantial marine and mineral resources, including oil (accounting for about 99 % of exports), diamonds, iron and manganese. With the exception of oil industry, the civil war deprived the country of all economic and social activity; transports and trade activities were also severely decreased.

Before joining the Third Lomé Convention in 1985, the bulk of the pre-Lomé assistance from which Angola benefited under the European budget (ECU 80 million) was devoted to food aid, rehabilitation and fishing industry. Under the Lomé Conventions, most of the resources for EU-Angola cooperation were devoted to humanitarian aid, food aid and rehabilitation operations. The Lomé III National Indicative Programme (ECU 102 million) planned to ensure food self-sufficiency by supporting the revival of production and the rehabilitation of essential infrastructure. In addition, ECU 87 million from the European budget was also provided for food aid, emergency aid, and specific programmes for refugees and displaced persons.

Under Lomé IV, half of the funds of the ECU 115 million Indicative Programme is devoted to following focal sectors: environment and natural resources, agriculture, fisheries, and support to local communication. The other half is foreseen for interventions in sectors such as health, transport and communications, and enterprise development. Angola also benefited from other significant financing from the European budget for food aid and rehabilitation operations (more than ECU 50 million in 1994). Other humanitarian operations were also approved in 1994 for a total amount of ECU 14 million from EDF resources. From 1991 to 1994, payments received from the fishing agreement added up to ECU 36 million.

Moreover, the European Investment Bank might contribute from the resources it manages, to finance projects in production sectors (ECU 3.1 million risk capital already committed so far).





ANTIGUA AND BARBUDA

SITUÉES dans la zone des Iles Sous-le-Vent, les deux îles jumelles d'Antigua et Barbuda sont soumises à certains risques naturels, comme les tremblements de terre et les ouragans qui balayent régulièrement le Bassin des Caraïbes. Antigua et Barbuda est devenu pleinement indépendant en 1981.

Le tourisme domine aujourd'hui l'économie du pays, autrefois centrée sur le sucre. L'industrie touristique et les services connexes représentent 60 % environ du PNB, emploient près de la moitié de la population active et fournissent 50 % des ressources en devises du pays. Dans les années 1980, le développement impressionnant du tourisme de luxe et de certaines industries manufacturières a suscité une augmentation de la croissance économique (9 % par an), mais a fortement endetté le pays. Les faibles résultats enregistrés par le secteur touristique ces dernières années ont entraîné une baisse de la croissance (2 % en 1992).

Antigua et Barbuda a bénéficié de financements du FED depuis la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, le pays a reçu plus de 9 millions d'écus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs. Ces fonds ont essentiellement permis de financer des projets dans les domaines des infrastructures économiques et sociales (réhabilitation de routes, adduction d'eau) et de l'élevage. Un certain nombre de petites actions de promotion du tourisme et du commerce (foires) ont également été soutenues.

Le pays a également bénéficié, en 1982 et 1989, d'aides d'urgence à la suite d'une période de sécheresse et des dégâts causés par le passage de l'ouragan Hugo dans la région.

Sous Lomé IV, la dotation du PIN (3.5 millions d'écus) est principalement consacrée au secteur de concentration de l'éducation et de la formation, notamment au regard des besoins de l'industrie hôtelière: reconstruction d'un centre de formation, construction d'une école secondaire et allocation de bourses d'études. Le second secteur prioritaire d'intervention est l'appui aux petits éleveurs de bétail. Par ailleurs, des fonds devraient aussi être attribués au financement d'une assistance technique et d'actions de formation liées aux activités touristiques du pays (actions nationales pouvant ultérieurement être intégrées dans des programmes régionaux).

En outre, un montant de 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques.



CARAÏBES

CARIBBEAN

Indicateurs économiques

PNB par habitant	6390 \$ (1993)
Exportations	31 mio \$ (1993)
dérivés pétroliers	50 %
produits manufacturés	32 %
Service de la dette / exportations	na/nd

Indicateurs sociaux

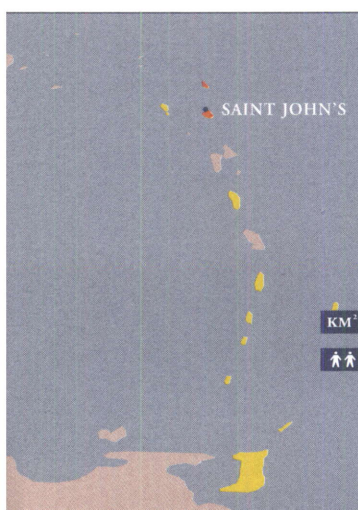
Taux de croissance de la population	0,6 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	34 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	6390 \$ (1993)
Exports	31 mio \$ (1993)
oil products	50 %
manufactured goods	32 %
Debt service / exports	na/nd

Social indicators

Population growth rate	0.6 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	34 % (1993)



SAINT JOHN'S

KM² 440

67 000

A TWIN-ISLAND State in the Leeward Islands, Antigua and Barbuda is prone to certain natural risks such as hurricanes which regularly affect the Caribbean Basin. Antigua and Barbuda became fully independent in 1981.

Today, tourism dominates the economy of this once agricultural country drawn towards sugar. The tourism industry, together with related services, accounts for about 60 % of the country's GNP, 50 % of employment and nearly 50 % of its foreign exchange earnings. In the 1980s, the impressive development in luxury tourism and some manufacturing provoked an increasing of the economic growth (9 % a year) but a high indebtedness of the country. A weak performance in the tourism sector in recent years has led to economic downturn (2 % in 1992).

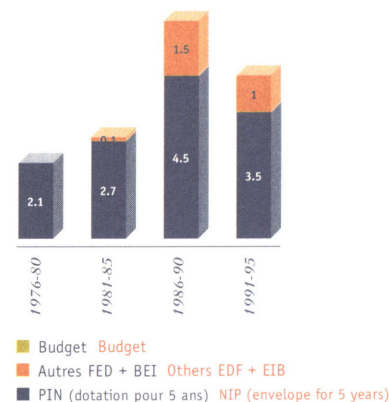
Antigua and Barbuda benefited from EDF financing since the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, the country was provided more than ECU 9 million under the successive National Indicative Programmes (NIPs). These funds were intended to finance projects in economic and social infrastructure fields (road rehabilitation, water distribution) and in livestock farming. A number of tourism and trade promotion projects (fairs) also received support.

In addition, in 1982 and 1989, the Antigua and Barbuda was provided emergency aid further to a period of drought and hurricane Hugo.

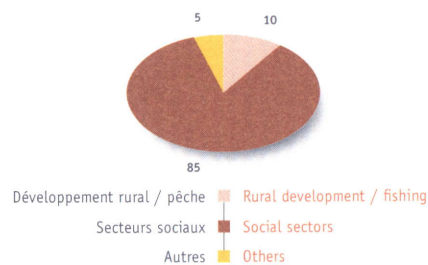
Under Lomé IV, NIP funds (ECU 3.5 million) mainly concentrate on the education and training sector, with regard in particular to the hotel industry needs: reconstruction of a training centre, building of a secondary school and allocation of scholarships. The second major sector of intervention consists in support for small livestock farmers. NIP funds should also be used to finance technical assistance and training actions related to the country's tourism activity (actions being a national component of possible regional programmes).

Moreover, ECU 1 million may be made available through the European Investment Bank's intervention in the form of risk capital.

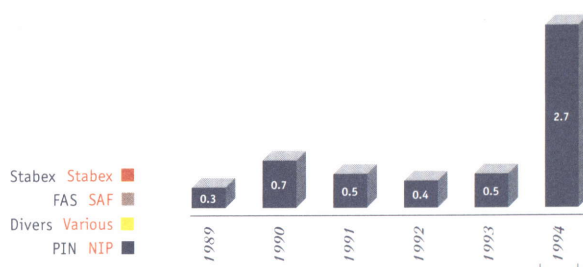
FED / EDF + BUDGET
dotations millions d'écus
allocations ECU million

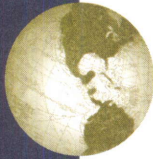


FED / EDF 7
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7
paiements par instrument
payments by instrument





BAHAMAS

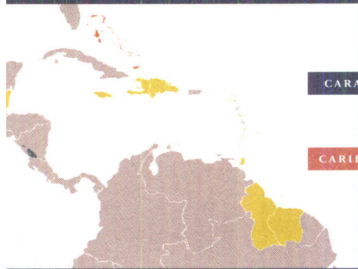
SITUÉES au nord des Caraïbes, les Bahamas sont fragmentées en plus de 700 îles de nature corallienne, dont une vingtaine seulement sont habitées. Le pays a accédé à l'indépendance en 1973.

Les efforts déployés par les Bahamas en vue d'instaurer un climat de confiance, ont permis d'attirer les investisseurs étrangers et de développer les activités du tourisme. Le succès de cette politique est à l'origine du développement économique du pays, qui se classe en tête des Etats ACP en ce qui concerne le PNB par habitant. Toutefois, cette donnée globale cache une grande inégalité dans la répartition des revenus, particulièrement entre les deux îles principales —la Nouvelle-Providence et la Grande Bahamas— où vivent 75 % de la population totale —et les autres îles. Ce déséquilibre a conduit un grand nombre de jeunes à quitter les îles secondaires pour les deux principales et la capitale Nassau, afin de chercher du travail dans le secteur touristique.

La politique gouvernementale tend davantage que par le passé à améliorer les infrastructures économiques et sociales du pays, en vue de promouvoir le développement des activités productives. L'évolution récente de la situation économique, qui se caractérise par la détérioration de la balance des paiements et un déficit accru des finances publiques, a en outre renforcé la nécessité de la diversification économique.

Compte tenu des circonstances, la coopération UE-Bahamas est relativement modeste. Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, l'assistance européenne s'est élevée à près de 30 millions d'écus, dont près de 8 millions au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN). Les secteurs d'intervention ont principalement été l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. En outre, la Banque Européenne d'Investissement a contribué, sur ses ressources propres, au financement de projets dans les secteurs productifs, pour un montant de près de 17 millions d'écus.

Sous Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (3,5 millions d'écus) sont entièrement consacrés au financement d'un seul projet dans le secteur des infrastructures: la réhabilitation de la principale route du pays, la Queen's Highway.



CARIBBEAN

CARIBBEAN

Indicateurs économiques

PNB par habitant	11500 \$ (1993)
Exportations	838 mio \$ (1993)
<i>pétrole</i>	
Service de la dette / exportations	na/nd

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	1,6 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	100 % (1993)
Taux d'urbanisation	66 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	11500 \$ (1993)
Exports	838 mio \$ (1993)
<i>oil</i>	
Debt service / exports	na/nd

Social indicators

Population growth rate	1.6 % (1990-1995)
Primary schooling rate	100 % (1993)
Urbanization rate	66 % (1993)



KM 13 880

269 000

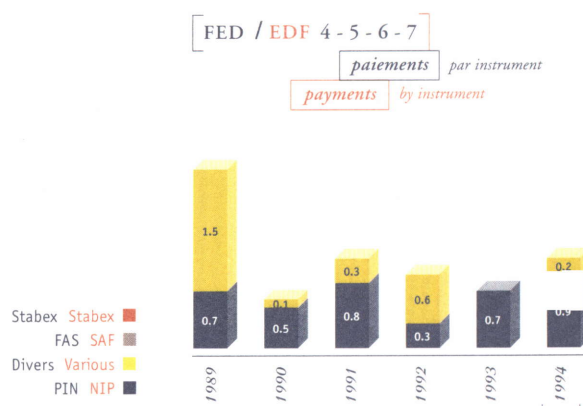
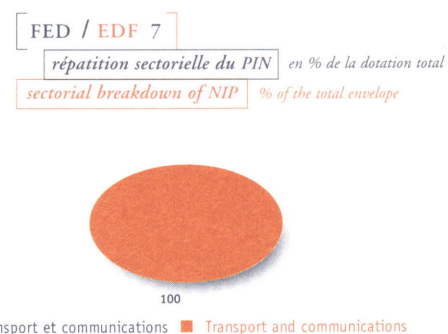
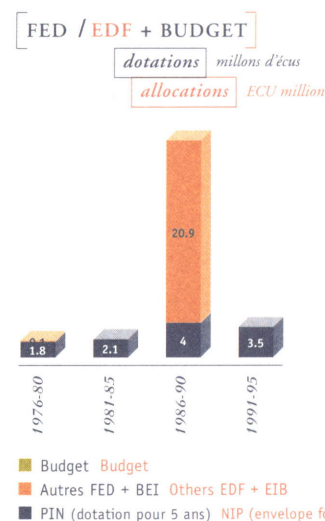
LOCATED to north of the Caribbean islands, the Bahamas is a group of over 700 coral islands, of which about only twenty are inhabited. The country achieved independence in 1973.

Efforts by the Bahamas to establish a climate of confidence have helped the country to attract foreign investors and to develop tourism activity. The success of this policy has been at the heart of the economic development of the country, which ranks among the first ACP States regarding GNP per capita. However, this general fact masks considerable inequalities in incomes distribution, in particular between the two main islands—New Providence and Grand Bahamas— where 75 % of the total population live. This imbalance has led a large number of young people to leave the less important islands to seek employment in the two biggest ones as well as the capital, Nassau, particularly in the tourist sector.

Government policy aims increasingly to improve the country's economic and social infrastructure, to promote the development of production activities. Recent economic trends, which are characterised by a deteriorating balance of payments and an increased fiscal gap, have reinforced the need for diversification in the economy.

In these circumstances, EU-Bahamas cooperation is relatively modest. Under the first three Lomé Conventions, European assistance amounted to nearly ECU 30 million, almost ECU 8 million of which came from the National Indicative Programmes (NIPs). The main sectors of intervention were energy, social development, agriculture and infrastructure. The European Investment Bank has also contributed nearly ECU 17 million from its own resources to the financing of projects in production sectors.

Under Lomé IV, the NIP funds (ECU 3.5 million) are totally devoted to the financing of just one project in the infrastructure field: the renovation of the country's main road, the Queen's Highway.





BARBADOS



CARAÏBES

CARIBBEAN

Indicateurs économiques

PNB par habitant	6240 \$ (1993)
Exportations	123 mio \$ (1993)
produits manufacturés	70 %
sucre	23 %
Service de la dette / exportations	12,4 % (1992)

Indicateurs sociaux

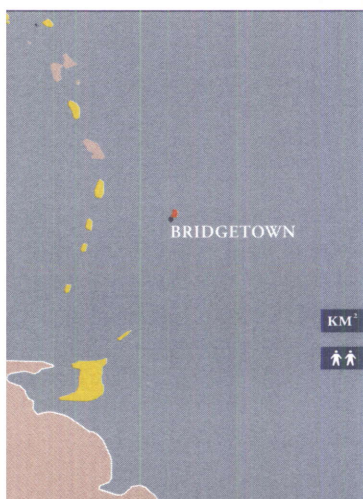
Taux de croissance de la population	0,33 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	113 % (1993)
Taux d'urbanisation	47 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	6240 \$ (1993)
Exports	123 mio \$ (1993)
manufactured goods	70 %
sugar	23 %
Debt service / exports	12.4 % (1992)

Social indicators

Population growth rate	0.33 % (1990-1995)
Primary schooling rate	113 % (1993)
Urbanization rate	47 % (1993)



BRIDGETOWN

KM² 430

↑↑ 260 000

ILE des Caraïbes, indépendante depuis 1966, la Barbade est un pays politiquement stable qui a réussi à tirer parti des ressources dont il dispose. L'éducation et la santé y sont de niveau élevé. Les principales activités économiques sont le tourisme, le sucre, les services financiers extra-territoriaux et les produits manufacturés. Le déclin de l'industrie sucrière et la prédominance du secteur touristique mettent en évidence le problème de la diversification économique. Le pays a connu une bonne croissance économique jusqu'à la fin des années 1980, mais doit faire face actuellement au problème majeur du déficit des finances publiques.

Compte tenu de la faible population de l'île et d'un PNB par habitant relativement élevé, le montant total des fonds alloués au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I à III, qui s'élève à environ 11 millions d'écus, est important.

Le Programme indicatif de Lomé IV, doté de 5,5 millions d'écus, vise à appuyer trois secteurs prioritaires: le développement des ressources humaines (55 % des fonds), les infrastructures économiques et la promotion des petites entreprises. Le premier secteur de concentration de l'aide européenne comporte l'amélioration et l'extension de la section d'accueil du Barbados Community College et la fourniture d'équipements pour les nouvelles installations, dont un hôtel de formation intégrée. En ce qui concerne le second secteur d'intervention, des fonds seront alloués pour encourager le développement des secteurs productifs, en particulier celui des exportations.

En 1980, la Barbade a aussi bénéficié d'une aide d'urgence à la suite du passage de l'ouragan Allen.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) contribue au financement d'un projet d'adduction d'eau dans le sud du pays, pour un montant de 10 millions d'écus de prêts sur ses ressources propres, qui vient s'ajouter aux prêts d'un peu moins de 20 millions d'écus déjà consentis au titre des Conventions précédentes.

AN ISLAND in the Caribbean, independent since 1966, Barbados is a politically stable country which has been able to capitalise on the resources at its disposal. Barbados has a high level of education and health services. The main economic activities are tourism, sugar, offshore financial services and manufacturing. A declining sugar industry and a predominant tourist sector highlight the issue of economic diversification. The economy performed well up until the late 1980s, and the main economic problem facing Barbados is its large fiscal deficit.

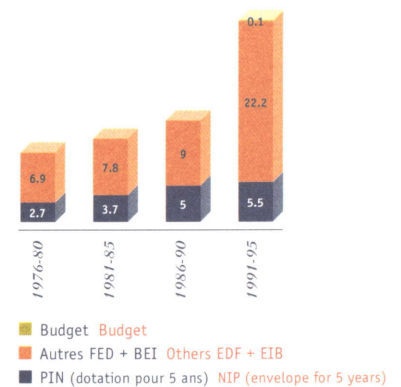
Given the country's relatively small population and the relatively high GNP per capita, the total of National Indicative Programmes (NIPs) from Lomé I to III, amounting to around ECU 11 million, is significant.

The Lomé IV NIP provides ECU 5.5 million and aims at supporting three priority sectors: human resources development (55 % of the funds), economic infrastructure and small businesses promotion. On the first main sector, the hospitality division of the Barbados Community College is to be upgraded and expanded and equipment provided for the new facilities, which include an integrated training hotel. The second priority sector of intervention is economic infrastructure. Funds will be allocated to encourage the expansion of the production sectors, especially for exports.

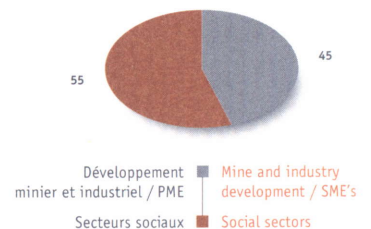
Barbados also received emergency aid in 1980 following hurricane Allen.

Moreover, the European Investment Bank contributes up to ECU 10 million of loans, from its own resources, to the financing of a water supply project in the south of the country, which is additional to almost ECU 20 million of loans already allocated under the previous Conventions.

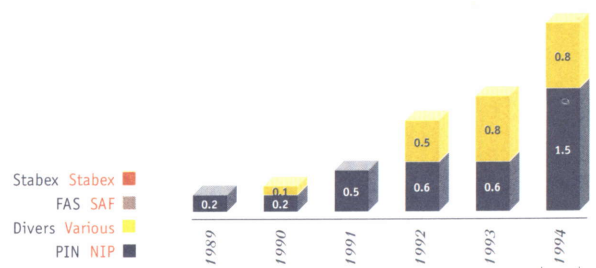
FED / EDF + BUDGET
dotations millions d'écus
allocations ECU million



FED / EDF 7
répartition sectorielle du PIN en % de la dotation total
sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED / EDF 4 - 5 - 6 - 7
paiements par instrument
payments by instrument





BELIZE



CARAIËBES

CARIBBEAN

Indicateurs économiques

PNB par habitant	2440 \$ (1993)
Exportations	193 mio \$ (1993)
produits alimentaires	43 %
sucre	40 %
Service de la dette / exportations	7,6 % (1993)

Indicateurs sociaux

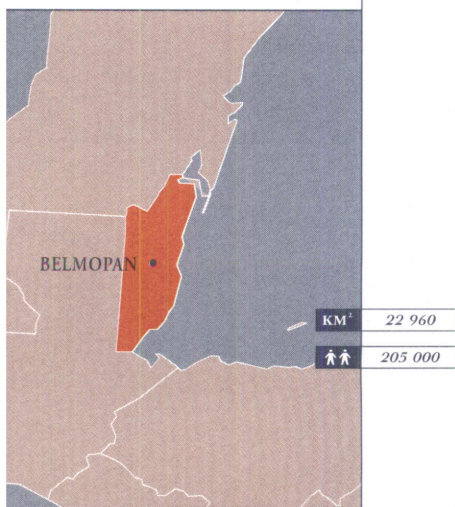
Taux de croissance de la population	2,6 % (1980-1990)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
Taux d'urbanisation	48 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	2440 \$ (1993)
Exports	193 mio \$ (1993)
food stuffs	43 %
sugar	40 %
Debt service / exports	7.6 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	2.6 % (1980-1990)
Primary schooling rate	na/nd
Urbanization rate	48 % (1993)



KM² 22 960

205 000

BELIZE est le seul pays ACP d'Amérique Centrale. L'espagnol et l'anglais en sont les principales langues. L'économie dépend principalement de la pêche et de la production agricole d'agrumes, de sucre et de bananes. La part du tourisme s'accroît également. Le pays réalise de bons résultats dans des domaines tels que l'espérance de vie, la scolarisation, et l'alphabétisation.

Indépendant depuis 1981 avec un système parlementaire bipartite basé sur l'exemple anglais, le pays est un Etat démocratique. Belize a maintenu ses frontières ouvertes aux réfugiés provenant du Guatemala. Le nombre total de personnes réfugiées et déplacées atteint maintenant pratiquement les 40 000, c'est à dire 20 % de la population.

L'économie a connu de bonnes performances dans la deuxième moitié des années '80, le PIB en termes réels dépassait les 10% par an et l'inflation était en moyenne de 2,5 %. Ceci était aussi dû à l'accès préférentiel aux marchés européens et américains. C'est depuis 1992 que la croissance ralentit, pour arriver à des 3-4 % et même 1,6 % en 1993.

L'économie est généralement limitée dans ses possibilités par la petite taille du marché local et sa vulnérabilité par rapport aux forces extérieures, le manque de personnel qualifié et des ressources énergétiques limitées. En général, la plus grande partie des programmes d'investissement publics sont financés par des donateurs externes.

De Lomé I à Lomé III, l'Union Européenne a alloué un total de plus de 27 millions d'écus d'aide programmée et non programmée à Belize.

Sous Lomé III, 5,4 millions d'écus ont été consacrés à un projet d'importance majeure concernant l'amélioration d'une section de la Humming Bird Highway. Belize a en outre bénéficié de fonds destinés spécifiquement à l'assistance aux réfugiés, qui ont servi à développer les soins de santé primaires dans les communautés rurales du District de Cayo. Le crédit aux petites entreprises commerciales ou agricoles par le biais du Fonds National de Développement de Belize, en collaboration avec une organisation non-gouvernementale britannique, ainsi que l'installation des réfugiés et des nationaux dans la Valley of Peace du District de Cayo, ont également reçu un soutien financier.

Sous Lomé IV, la majeure partie des fonds du Programme Indicatif National (PIN), qui s'élève à 9 millions d'écus, a été consacrée aux infrastructures économiques, en vue de poursuivre l'amélioration de la Humming Bird Highway et au secteur social par la construction d'un nouvel hôpital à Belize ville.

Belize a aussi bénéficié de fonds provenant du budget de l'UE pour d'importants projets environnementaux. Le pays figure en outre parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui peuvent bénéficier du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production.

En 1994, l'Union a renouvelé son aide provenant du FED pour l'intégration et l'assistance aux réfugiés.

Enfin, un montant de 2,5 millions d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

BELIZE is the only ACP state in Central America. Spanish and English are the principal languages. The economy is mostly dependent on fishing and agricultural production of citrus products, sugar and bananas. Yet, tourism is growing. The country scores well in different fields such as life expectancy, mean years of schooling, and literacy rate.

Independent since 1981 with a parliamentary two party system based on the British example, the country is a democratic state. Belize has kept its borders opened to refugees coming from Guatemala. The total population of refugees and displaced persons now amounts to nearly 40 000, i.e. 20 % of the total population.

The economy performed well in the second half of the 1980's, real GDP growth exceeded 10 % per year and inflation was 2.5 % on the average. This was also thanks to preferential access to the European and US market. It is since 1992 that growth is slowing down to 3-4 % and even only 1.6 % in 1993.

Important investments have been made in the agriculture sector, particularly bananas. The access to the EU market, however, has been limited by the introduction of the new market regime for bananas in 1993.

The economy is generally constrained in its possibilities by the small size of the local market and the vulnerability to external forces, the shortage of qualified manpower and the limited energy resources. In general, the biggest part of the public investment programme is financed by external donors.

From Lomé I to Lomé III, total programmed and non-programmed assistance allocated to Belize by the European Union has amounted to more than ECU 27 million.

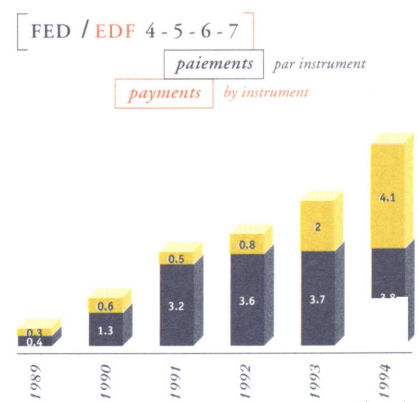
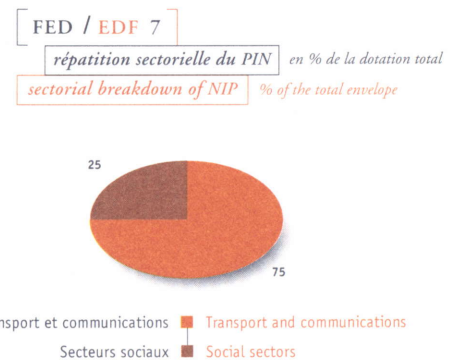
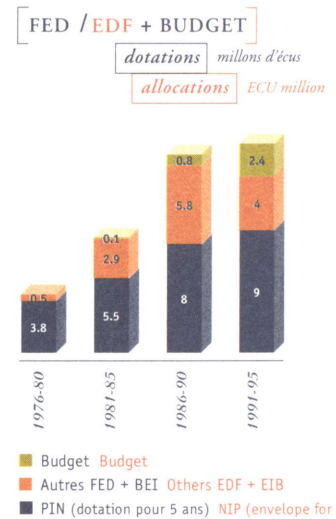
Under Lomé III, ECU 5.4 million was allocated to a major project for the improvement of a section of the Humming Bird Highway. Belize has also benefited from funds specifically earmarked for refugee assistance, in the form of primary health care services for rural communities in the Cayo District, credit for small agricultural and commercial enterprises through the National Development Fund of Belize, in collaboration with a British non-governmental organisation, and support for settlement of refugees and nationals in the Valley of Peace (Cayo District).

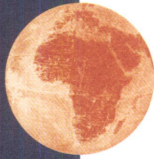
Under Lomé IV, the bulk of the National Indicative Programme (NIP) funds, which amount to ECU 9 million, has been earmarked for economic infrastructure, to continue the improvement of the Humming Bird Highway, and for the social sector, by the construction of a new hospital in Belize city.

Important environmental projects have also been supported with money from the EU's budget. Furthermore, Belize can benefit from the special system of assistance to ACP traditional banana producers to help improve its productivity and quality.

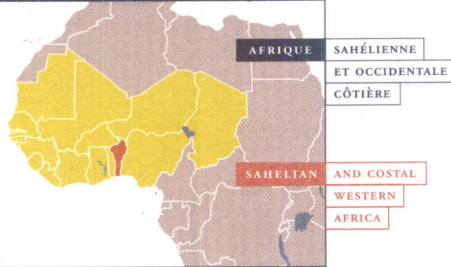
In 1994, the Union provided again help from the EDF for the integration and assistance to the refugees.

Lastly, ECU 2.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital.





BENIN



Indicateurs économiques

PNB par habitant	420 \$ (1993)
Exportations	124 mio \$ (1993)
coton	79 %
pétrole	12 %
Service de la dette / exportations	7,2 % (1993)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	3,11 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	61 % (1993)
Taux d'urbanisation	40 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	420 \$ (1993)
Exports	124 mio \$ (1993)
cotton	79 %
oil	12 %
Debt service / exports	7.2 % (1993)

Social indicators

Population growth rate	3.11 % (1990-1995)
Primary schooling rate	61 % (1993)
Urbanization rate	40 % (1993)

PAYS côtier, tout en longueur et bordé par quatre pays, le Bénin a une population en majorité rurale dont près de 43 % vivant dans une grande pauvreté.

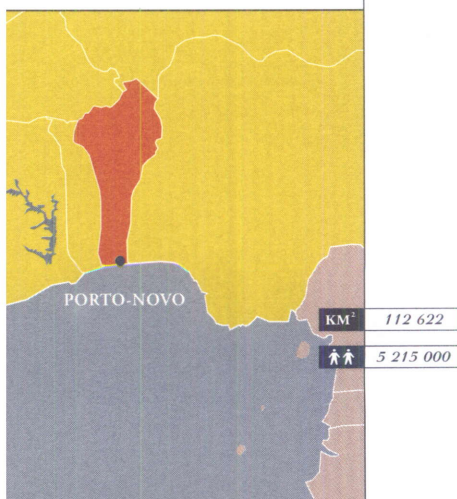
De 1960 —année de l'indépendance— à 1972, la situation politique au Bénin a été caractérisée par une grande instabilité. Entre 1972 et 1989, le pays a traversé une phase de stabilité politique marquée par une forte intervention de l'Etat dans l'activité économique. Après une longue crise économique qui a culminé en 1989, un régime démocratique est instauré avec l'élection au suffrage universel du Président de la République en 1990, et celle de l'Assemblée Nationale en 1991.

Les progrès enregistrés depuis 1990, surtout en matière de libéralisation économique et d'assainissement des finances publiques, constituent la première étape d'une stratégie de développement qui passe par la réhabilitation des infrastructures de communications, la valorisation des ressources humaines et le développement du secteur privé. Le renforcement de l'intégration dans la sous-région constitue un élément clé de cette stratégie, dans laquelle l'appartenance à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) coexiste avec une forte dépendance de l'économie béninoise vis-à-vis du marché nigérian.

Les principaux domaines de concentration de l'aide européenne depuis Lomé I ont été les infrastructures, le développement rural et le système de santé. Sous Lomé IV, le Programme Indicatif National (PIN) de 83 millions d'écus met l'accent sur le développement des infrastructures de transport (52 millions d'écus) et sur l'amélioration du fonctionnement du système de santé (11,8 millions d'écus). Le développement rural occupe une place moins importante que dans le passé (7 millions d'écus). Les autres actions financées sur le PIN consistent en un programme de coopération décentralisée, la prévention du SIDA en matière de transfusion sanguine et la participation à un programme régional d'aménagement des parcs et réserves.

L'appui au programme d'ajustement structurel (environ 40 millions d'écus depuis 1991) s'est concentré sur la réforme de l'administration, le financement des dépenses de santé et de travaux à haute intensité de main-d'oeuvre ainsi que le remboursement des arriérés de l'Etat.

En outre, 12 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.



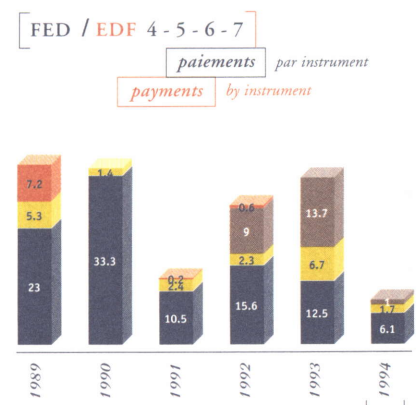
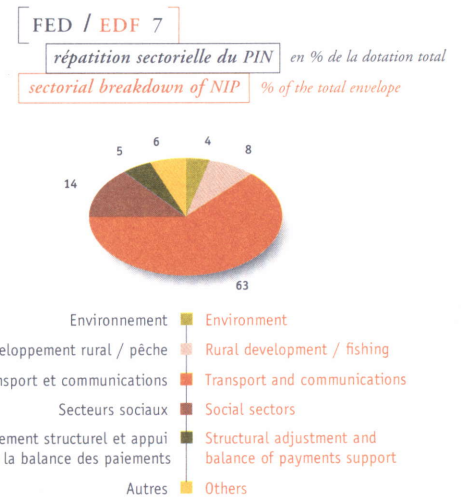
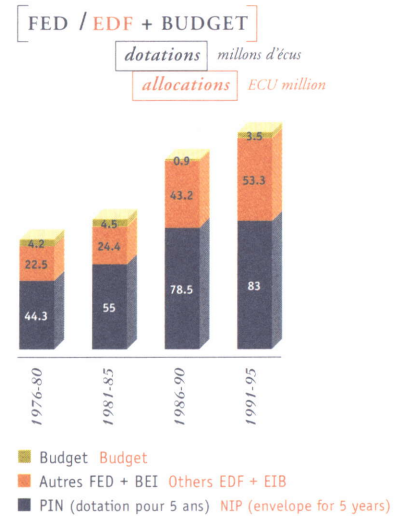
A COASTAL and narrow country surrounded by four countries, Benin has a mainly rural population of which more than 43 % live in great poverty. From 1960 —year of independence— to 1972, the political situation in Benin was inherently unstable. Between 1972 and 1989, the country passed through a phase of political stability, marked by large-scale state intervention in the economy. After a long economic crisis, which reached its peak in 1989, a democratic regime was installed with the election by universal suffrage of the President of the Republic in 1990 and that of the National Assembly in 1991.

The progress recorded since 1990, above all in the way of economic liberalisation and the stabilisation of public finances, constitutes the first stage of a strategy of private sector development. Stronger integration in the sub region is a key element of this strategy, in which membership of the West African Economic and Monetary Union (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine—UEMOA) is as important as the strong dependence of Benin's economy on the Nigerian market.

The main areas where European aid has been concentrated since Lomé I have been infrastructure, rural development and the health care system. Under Lomé IV, an ECU 83 million National Indicative Programme (NIP) puts the accent on transport infrastructure development (ECU 52 million) and improving the functioning of the health system (ECU 11.8 million). Rural development fulfils a less important role than in the past (ECU 7 million). Other projects financed from NIP comprise a programme of decentralised cooperation, the prevention of the spread of AIDS in blood transfusion and participation in a regional programme of park and reserve management.

Support to structural adjustment programme (around ECU 40 million since 1991) is concentrating on administrative reform, the financing of expenses for health care and large labour-intensive works, and the reimbursement of State arrears.

Moreover, an amount of ECU 12 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.





BOTSWANA

PAYS enclavé semi-aride et sujet aux sécheresses, le Botswana est indépendant depuis 1966 et bénéficie d'une stabilité politique durable, sous un régime de pluripartisme.

Le pays possède une des économies les plus prospères d'Afrique, bien qu'elle soit dépendante d'un petit nombre de ressources de base telles que les diamants, le cuivre et le nickel, la viande bovine, et qu'elle reste vulnérable à certains facteurs externes. En outre, l'agriculture est handicapée par des conditions climatiques difficiles et seulement 6 % des terres sont cultivables.

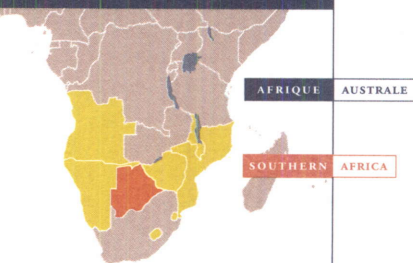
Le développement de l'agriculture et de l'élevage, les infrastructures économiques et sociales dans les zones rurales, ainsi que la formation, ont longtemps été les secteurs d'intervention prioritaires de l'aide européenne sous les trois premières conventions de Lomé. Sous Lomé III, un projet au titre du Sysmin de 22 millions d'écus a, par ailleurs, permis de financer la remise en état de la mine de cuivre et de nickel de Selebi Phikwe et de sa fonderie.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (32 millions d'écus) met, quant à lui, la priorité sur le développement et la conservation des ressources naturelles. Les fonds programmés consacrés à la protection et à la conservation de la faune et des forêts atteignent 9,4 millions d'écus, et un projet d'exploration géophysique de 1,6 million d'écus a été exécuté. Deux autres projets concernant l'approvisionnement en eau et un programme pluriannuel de microprojets, ont bénéficié d'une aide de 2 millions d'écus. Un troisième projet d'appui au programme national de lutte contre le SIDA du Botswana (de 800 000 écus) a été lancé au début 1995.

En outre, 6 millions d'écus ont été prévus (dont 4,5 millions sont déjà engagés) sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement, au titre des capitaux à risques. La BEI a par ailleurs engagé, toujours sous Lomé IV, 22,8 millions d'écus sur ses ressources propres, qui s'ajoutent aux 59,3 millions engagés au cours des trois conventions précédentes (53,5 millions sur ressources propres, et 5,8 millions sur capitaux à risques).

En dehors de l'aide programmée, une aide en faveur des réfugiés a été allouée sous Lomé IV (230 000 écus). Plus de 2 000 tonnes d'aide alimentaire financées sur le budget de l'Union européenne ont été également fournies au Botswana. Des projets de cofinancement avec les ONG ont été financés, entre 1990 et 1994, pour un montant de 1,9 million d'écus.

En ce qui concerne le commerce, le Botswana peut exporter chaque année près de 19 000 tonnes de viande de boeuf sur le marché de l'Union européenne au titre du Protocole spécial sur la viande bovine, avec une réduction de 90% des droits à l'importation.



Indicateurs économiques

PNB par habitant	2590 \$ (1993)
Exportations	1829 mio \$ (1993*)
diamants	79 %
alliage cuivre-nickel	4 %
Service de la dette / exportations	3,6 % (1991)

Indicateurs sociaux

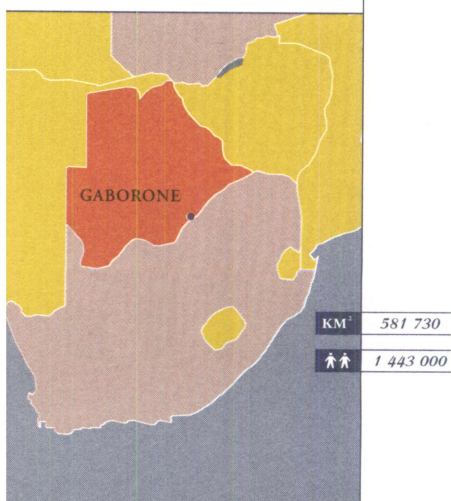
Taux de croissance de la population	2,92 % (1990-1995)
Taux de scolarisation primaire	116 % (1993)
Taux d'urbanisation	28 % (1993)

Economic indicators

GNP per capita	2590 \$ (1993)
Exports	1829 mio \$ (1993*)
diamonds	79 %
copper-nickel matte	4 %
Debt service / exports	3.6 % (1991)

Social indicators

Population growth rate	2.92 % (1990-1995)
Primary schooling rate	116 % (1993)
Urbanization rate	28 % (1993)



A SEMI-ARID landlocked and drought-prone country, Botswana has been independent since 1966, and benefits from lasting political stability within a multiparty system.

Botswana has become one of the most prosperous economies in Africa, despite its economy having a narrow resource base (diamonds, copper/nickel and beef) and is vulnerable to external factors. Agriculture is further restricted by climate and soil conditions: only about 6 % of the land is suitable for agriculture.

Agriculture, livestock and rural development, together with social and economic infrastructure in rural areas, and training, were the priority sectors of European assistance during the three previous Lomé Conventions. Under Lomé III, the rehabilitation of the Selebi Phikwe copper/nickel mine and smelter/concentrator was also financed through an ECU 22 million Sysmin loan.

The emphasis of the Lomé IV National Indicative Programme (ECU 32 million) was put on development and conservation of natural resources. Programmed funds were allocated to the wildlife conservation and forestry protection areas for a total of ECU 9.4 million, while a geophysical exploration project was implemented for ECU 1.6 million. Another two projects concerning water supply and a multiannual microproject programme received ECU 2 million. A third project supporting Botswana's national HIV-AIDS programme (for 800 000 ECU) was launched early in 1995.

Under Lomé IV, ECU 6 million may be made available (of which 4.5 million have already been committed) through the European Investment Bank interventions, in the form of risk capital. Moreover, the Bank has committed ECU 22.8 million, still under Lomé IV, from its own resources in addition to ECU 59.3 million already committed from the previous Conventions (53.5 million from its own resources and 5.8 million in the form of risk capital).

Outside the NIP, ECU 230 000 aid was provided to refugees under Lomé IV. Over 2 000 tonnes of food aid financed from the European budget was supplied to Botswana. Co-financing with NGOs amounting to ECU 1.9 million also took place between 1990 and 1994.

Botswana can export almost 19 000 tonnes of beef to the European market every year under the Beef Protocol with a 90 % import duty reduction.

